Pour les Palestinien.ne.s, avoir de lâ??influence sur les rÃ©seaux sociaux sâ??accompagne dâ??une menace de prison

Description

La persÃ©cution dâ??activistes comme Ramzi Abbassi illustre les tentatives croissantes dâ??IsraÃ«l dâ??Ã©touffer lâ??expression palestinienne en ligne depuis mai 2021.

Par Sophia Goodfriend, le 2 octobre 2023



Un activiste utilise un tÃ©lÃ©phone portable pour diffuser en direct alors que les forces de police israÃ©liennes bloquent les Palestinien.ne.s Ã lâ??entrÃ©e du complexe de la mosquÃ©e Al-Aqsa dans la vieille ville de JÃ©rusalem, le 26 juillet 2015. (Faiz Abu Rmeleh/Activestills)

Le soir du 2 avril 2023, Ramzi Abbassi, Ã©minent journaliste palestinien et influenceur sur les rÃ©seaux sociaux, rentre chez lui dans le quartier occupÃ© de Silwan, Ã JÃ©rusalem-Est. Il sâ??Ã©tait rendu Ã lâ??hÃ´pital voisin pour rendre visite Ã sa mÃ¨re, qui Ã©tait gravement malade et allait dÃ©cÃ©der quelques semaines plus tard. Câ??Ã©tait le Ramadan et, avant de monter dans sa voiture, il sâ??est entretenu par vidÃ©oconfÃ©rence avec sa femme Shaima et ses deux jeunes enfants, Kanan et Sanawat, promettant dâ??aller chercher du pain sur le chemin du retour pour rompre le jeÃ»ne. Cependant, alors quâ??Abbassi approchait de sa rue, il a rencontrÃ© la police israÃ©lienne Ã un barrage temporaire, qui lui a demandÃ© dâ??arrÃªter de conduire et lâ??a forcÃ© Ã sortir de la voiture.

Selon Shaima, Abbassi a Ã©tÃ© frappÃ© Ã la tÃªte, menottÃ©, les yeux bandÃ©s et poussÃ© dans une voiture de police. Il passera les 90 jours suivants au Russian Compound, une prison israÃ©lienne situÃ©e Ã JÃ©rusalem-Ouest, sous le coup dâ??une sÃ©rie dâ??allÃ©gations selon lesquelles il constituerait une menace pour la sÃ©curitÃ© nationale israÃ©lienne. En plus de ses trois mois de dÃ©tention et dâ??interrogatoire, Ramzi a Ã©tÃ© condamnÃ© Ã un an et un jour de prison. Bien que les charges retenues nâ??aient apparemment rien Ã voir avec son activitÃ© en ligne, lâ??avocat de M. Abbassi ne doute pas quâ??il sâ??agit lÃ de la principale raison de lâ??incarcÃ©ration de son client.

Les accusations portÃ©es contre les utilisateurs.rices palestinien.ne.s de rÃ©seaux sociaux se sont multipliÃ©es ces derniÃ¨res annÃ©es, en particulier dans le sillage du soulÃ¨vement palestinien de mai 2021, connu sous le nom d' Â»Intifada de lâ??unitÃ©Â« , et M. Abbassi nâ??est quâ??une des nombreuses personnes que les autoritÃ©s israÃ©liennes ont surveillÃ©es, censurÃ©es, dÃ©tenues et incarcÃ©rÃ©es en raison de leur activitÃ© en ligne. En gÃ©nÃ©ral, ils.elles sont accusÃ©.e.s dâ??incitation Ã la violence ou de sympathie pour une organisation terroriste ; toutefois, lorsquâ??il

sâ??agit de Palestinien.ne.s, les termes Â« incitation Â», Â« sympathie Â» et Â« terrorisme Â» sont souvent dÃ©finis de maniÃ¨re trÃ¨s large. Les juristes affirment que la rÃ©pression du discours palestinien en ligne constitue une forme alarmante de persÃ©cution politique, entraÃ®nant une restriction systÃ©mique de la libertÃ© dâ??expression des Palestinien.ne.s.

Â« Des gens au hasard le filmaient dans la rue Â»

Abbassi Ã©tait dÃ©jÃ une cÃ©lÃ©britÃ© lorsque je lâ??ai interviewÃ© pour la premiÃ¨re fois en septembre 2021. Câ??Ã©tait quelques mois aprÃ¨s que des manifestations historiques eurent Ã©clatÃ© dans toute la Palestine en rÃ©ponse Ã lâ??expropriation de colons soutenue par lâ??Ã?tat dans le quartier de Sheikh Jarrah Ã JÃ©rusalem-Est, et Abbassi Ã©tait lâ??un des nombreux.ses influenceurs.euses locaux.ales qui ont jouÃ© un rÃ´le essentiel dans la diffusion au monde entier dâ??images de la violence des colons israÃ©liens et de la brutalitÃ© policiÃ¨re. Ses adeptes, qui se comptaient dÃ©jÃ par centaines de milliers, sont passÃ©s Ã prÃ¨s dâ??un demi-million cet Ã©tÃ©-lÃ . Apparaissant frÃ©quemment Ã la tÃ©lÃ©vision hÃ©braÃ¯que et palestinienne, citÃ© dans le *New York Times* et repris par des cÃ©lÃ©britÃ©s internationales, Abbassi Ã©tait devenu un influenceur Ã part entiÃ¨re.

DÃ¨s le dÃ©but, la popularitÃ© de M. Abbassi a semblÃ© dÃ©plaire aux autoritÃ©s israÃ©liennes. La police avait confisquÃ© ses appareils photo lors de manifestations Ã la porte de Damas et Ã Sheikh Jarrah. La police des frontiÃ¨res, qui contrÃ´lait les cartes dâ??identitÃ© des fidÃ¨les palestinien.ne.s entrant dans lâ??enceinte dâ??Al-Aqsa, a averti Abbassi quâ??elle le surveillait. Lors de notre conversation en 2021, il a expliquÃ© que Meta, la sociÃ©tÃ© mÃ¨re de Facebook et dâ??Instagram, lui avait interdit de publier des sÃ©quences en direct aprÃ¨s avoir diffusÃ© des vidÃ©os virales de violences policiÃ¨res Ã lâ??encontre de manifestant.e.s. Les administrateurs.rices de la plateforme avaient Ã©galement menacÃ© de supprimer son compte sâ??il continuait Ã publier des contenus similaires.

Ramzi Abbassi (Instagram)

Â« Je suis trÃ¨s inquiet pour lâ??avenir Â», a avouÃ© M. Abbassi. Â« Jâ??ai tellement dâ??histoires sur ma page que le gouvernement peut utiliser nâ??importe quel contenu contre moi et dire que jâ??incite Ã la violence. Â» Mais lâ??intimidation ne lâ??a pas dissuadÃ© de croire que les rÃ©seaux sociaux pouvaient amplifier les rÃ©cits palestiniens dans le monde entier. Â« Les rÃ©seaux sociaux ont quelque chose de magnifique Â», a dÃ©clarÃ© M. Abbassi en souriant. Â« On peut partager des informations Ã la vitesse de lâ??Ã©clair. Une vidÃ©o peut atteindre un million de spectateurs.rices. Depuis ce printemps, CNN nous appelle, nous avons tout un rÃ©seau Â».

Lorsque jâ??ai parlÃ© Ã Shaima le mois dernier, elle mâ??a dit que la surveillance et le harcÃ¨lement par les autoritÃ©s israÃ©liennes nâ??avaient fait que sâ??intensifier dans les mois et les annÃ©es qui ont suivi lâ??Ã©tÃ© 2021. Abbassi travaillait depuis des annÃ©es comme kinÃ©sithÃ©rapeute dans une Ã©cole pour enfants handicapÃ©s Ã JÃ©rusalem-Est ; câ??est lÃ que lui et Shaima, qui travaille Ã©galement comme Ã©ducatrice auprÃ¨s dâ??enfants handicapÃ©s, se sont rencontrÃ©s pour la

premiÃ¨re fois. Pourtant, M. Abbassi a Ã©tÃ© licenciÃ© au dÃ©but de lâ??annÃ©e 2022. Dans une vidÃ©o publiÃ©e sur Facebook, Ramzi dit avoir reÃ§u une lettre de lâ??administration civile israÃ©lienne â?? le bras bureaucratique de lâ??occupation â?? dÃ©clarant quâ??il Ã©tait Â« un danger pour le grand public et un danger pour le processus Ã©ducatif Â».

Sans revenus rÃ©guliers, Abbassi sâ??est tournÃ© vers le journalisme Ã plein temps. Â« Les pages et les agences de presse avec lesquelles il travaillait ont vu ses compÃ©tences, sa prÃ©sentation, et lâ??ont encouragÃ© Ã poursuivre dans cette voie Â», explique Shaima. Il a suivi des cours pour affiner ses compÃ©tences documentaires et a travaillÃ© avec les principaux organes de presse du Moyen-Orient. Dans les mois qui ont prÃ©cÃ©dÃ© son arrestation, il tournait Â« Jerusalem Taxi Â», une sÃ©rie documentaire inspirÃ©e de lâ??Ã©mission de tÃ©lÃ©rÃ©alitÃ© amÃ©ricaine Â« New York Taxi Â», qui prÃ©sentait des interviews dâ??Ã©minents Palestinien.ne.s de JÃ©rusalem. Pendant tout ce temps, Abbassi vivait sous une surveillance accrue. Â« La police venait chez nous et des gens au hasard le filmaient dans la rue Â», raconte Shaima.

Â« Ils essaient dâ??envoyer un message par lâ??intermÃ©diaire de Ramzi Â»

Depuis 2016, lâ??incitation Ã la violence ou la sympathie avec une organisation terroriste sont devenues des accusations de plus en plus courantes contre les utilisateurs.rices palestinien.ne.s des rÃ©seaux sociaux. IsraÃ«l a adoptÃ© cette annÃ©e-lÃ une loi antiterroriste rÃ©visÃ©e, qui a Ã©largi la dÃ©finition juridique de lâ??incitation pour englober non seulement toute personne qui Â« publie un appel direct Ã commettre un acte terroriste Â», mais aussi celles qui Â« publient des louanges, de la sympathie, des encouragements ou un soutien Ã un acte terroriste, ou une identification Ã celui-ci. Â»

Selon les expert.e.s juridiques, les dÃ©finitions de l' Â»incitation Â» et du Â« terrorisme Â» dans la loi sont intentionnellement vagues. Â« Les articles relatifs Ã lâ??incitation et Ã la sympathie Ã lâ??Ã©gard des organisations terroristes sont trÃ¨s larges Â», a dÃ©clarÃ© Adi Mansour, avocat du centre juridique palestinien Adalah. Â« La dÃ©finition du terrorisme nâ??existe pas dans la loi. La dÃ©finition de lâ??incitation nâ??existe pas spÃ©cifiquement Â».

Des Palestinien.ne.s tiennent des camÃ©ras de tÃ©lÃ©phone lors dâ??une manifestation Ã la porte de Damas, dans la vieille ville de JÃ©rusalem, le 7 dÃ©cembre 2017. (Hadas Parush/Flash90)

Rien quâ??en 2021, le bureau du procureur gÃ©nÃ©ral dâ??IsraÃ«l a dÃ©posÃ© 16 actes dâ??accusation pour Â« incitation Â» ou Â« affiliation Ã une organisation terroriste Â», dont 15 concernaient des suspect.e.s palestinien.ne.s. Et il ne sâ??agit lÃ que des cas que des organisations de dÃ©fense des droits civils comme Adalah peuvent suivre : de nombreux utilisateurs.rices palestinien.ne.s de mÃ©dias sociaux sont ciblÃ©.e.s pour leur discours en ligne, mais sont finalement condamnÃ©.e.s Ã de longues peines de prison pour dâ??autres chefs dâ??accusation. Abbassi, par exemple, a finalement Ã©tÃ© condamnÃ© Ã un an derriÃ¨re les barreaux en vertu du code pÃ©nal israÃ©lien ; lâ??accusation lâ??a accusÃ© de conspiration avec un agent Ã©tranger. Mais lâ??avocat dâ??Abbassi, Khaled Zabarqa, a dÃ©clarÃ© Ã *+972* que son client avait Ã©tÃ© pris pour cible en

raison de lâ??influence de son profil en ligne.

Â« Lâ??acte dâ??accusation mentionne sa popularitÃ© â?? quâ??il a un demi-million de *followers* sur les rÃ©seaux sociaux. Lâ??acte dâ??accusation mentionne mÃªme des messages contenant des slogans nationalistes Â», a dÃ©clarÃ© M. Zabarqa, qui a travaillÃ© sur de nombreuses affaires similaires au fil des ans. Â« Ils essaient dâ??envoyer un message par lâ??intermÃ©diaire de Ramzi, un message prÃ©ventif Â», a-t-il ajoutÃ©.

La rÃ©pression du discours politique palestinien intervient dans un contexte de recrudescence de la violence de lâ??extrÃªme droite juive et israÃ©lienne, en ligne et hors ligne. En mai 2021, des suprÃ©macistes juifs.ves ont menÃ© des attaques brutales contre des citoyen.ne.s palestinien.ne.s dâ??IsraÃ«l, en coordonnant des points de rencontre sur Telegram et Facebook. Depuis que le gouvernement israÃ©lien le plus Ã droite de lâ??histoire a pris le pouvoir Ã la fin de lâ??annÃ©e derniÃ¨re, les extrÃ©mistes juifs.ves se sont emparÃ©.e.s des rÃ©seaux sociaux pour planifier des pogroms meurtriers dans les villes de Huwara et Turmus Ayya, en Cisjordanie, et coordonner des Ã©meutes de moindre ampleur dans une poignÃ©e de villages. Selon un rapport publiÃ© par Adalah en juin 2023, lâ??Ã©cart entre les poursuites engagÃ©es contre les IsraÃ©lien.ne.s juifs.ves pour incitation Ã la violence ou au terrorisme Â« rÃ©affirme les politiques dâ??apartheid pratiquÃ©es de longue date par IsraÃ«l en matiÃ¨re dâ??application de la loi Â».

Les avocat.e.s affirment que lâ??application discriminatoire de la loi nâ??est rien dâ??autre quâ??une persÃ©cution politique. Zabarqa, qui a reprÃ©sentÃ© de nombreux militant.e.s palestinien.ne.s de JÃ©rusalem et a Ã©tÃ© interrogÃ© par les autoritÃ©s israÃ©liennes en raison de ses propres publications sur Facebook, a dÃ©clarÃ© Ã *+972* qu' Â»il y a eu une Ã©norme augmentation de lâ??intimidation des influenceurs.euses dans tout le â??48 [les territoires situÃ©s Ã lâ??intÃ©rieur de la ligne verte], Ã JÃ©rusalem et en Cisjordanie depuis 2021. Â» Ensuite, les analystes internationaux.ales ont proclamÃ© quâ??IsraÃ«l perdait sa guerre sur les rÃ©seaux sociaux malgrÃ© lâ??injection de millions dans des campagnes dâ??influence pas si secrÃ¨tes ciblant les citoyen.ne.s israÃ©lien.ne.s et les utilisateurs.rices internationaux.ales des rÃ©seaux sociaux.

Pendant lâ??Intifada de lâ??UnitÃ©, les utilisateurs.rices palestinien.ne.s ont obtenu un soutien en ligne sans prÃ©cÃ©dent pour leurs luttes contre lâ??expropriation des colons et la violence de lâ??Ã?tat israÃ©lien. Â« Aujourdâ??hui, il est clair que des pressions sâ??exercent sur ce que devrait Ãªtre la voix des influenceurs.rices palestinien.ne.s Â», a dÃ©clarÃ© M. Zabarqa. Â« Les autoritÃ©s veulent des rÃ©cits pro-israÃ©liens en ligne. Elles ne veulent pas dâ??un rÃ©cit pro-palestinien. Â»

Les forces de sÃ©curitÃ© israÃ©liennes arrÃªtent un manifestant lors dâ??une manifestation contre les expulsions prÃ©vues des Palestinien.ne.s du quartier de Sheikh Jarrah, Ã JÃ©rusalem-Est, le 6 mai 2021. (Jamal Awad/Flash90)

Faire en sorte que les Palestinien.ne.s se sentent surveillÃ©.e.s

Les rapports sur lâ??utilisation abusive des capacitÃ©s de surveillance israÃ©liennes en Palestine se sont multipliÃ©s ces derniÃ¨res annÃ©es. Des logiciels espions puissants aux bases de donnÃ©es

biomÃ©triques de masse, en passant par la surveillance aÃ©rienne et la guerre des drones, les dÃ©fenseurs.euses des droits de lâ??homme affirment que lâ??appareil de surveillance avancÃ© dâ??IsraÃ«l est utilisÃ© pour surveiller et contrÃ´ler les Palestinien.ne.s dans toute la rÃ©gion.

En juin, le chef du Shin Bet israÃ©lien (Ã©galement connu sous son acronyme hÃ©breu Â« Shabak Â») a annoncÃ© que lâ??IA Ã©tait utilisÃ©e pour passer au peigne fin le contenu des rÃ©seaux sociaux palestiniens et dÃ©terminer quel.le.s utilisateurs.rices devaient Ãªtre interrogÃ©.e.s et dÃ©tenu.e.s, ce qui a suscitÃ© des inquiÃ©tudes quant Ã la prise en charge par lâ??IA de processus dÃ©cisionnels clÃ©s. Selon un rapport dâ??*Amnesty International* datant de 2023, Â« la surveillance constante Ã laquelle les Palestinien.ne.s sont confrontÃ©.e.s signifie quâ??ils.elles ne vivent pas seulement dans un Ã©tat dâ??insÃ©curitÃ©, mais quâ??ils.elles sont Ã©galement exposÃ©.e.s au risque dâ??arrestation arbitraire, dâ??interrogatoire et de dÃ©tention Â». Pour Mona Shtaya, dÃ©fenseuse palestinienne des droits numÃ©riques, Â« il sâ??agit de faire en sorte quâ??ils.elles se sentent surveillÃ©.e.s oÃ¹ quâ??ils.elles soient Â».

M. Mansour, dâ??Adalah, qui a travaillÃ© sur des cas dâ??incitation importants au cours des derniÃ¨res annÃ©es, a dÃ©clarÃ© que le contrÃ´le des utilisateurs.rices palestinien.ne.s des rÃ©seaux sociaux se dÃ©roule selon une certaine logique. Â« Le Shabak invitera la personne pour ce quâ??il appelle une conversation dâ??avertissement, avec lâ??intention de crÃ©er un effet de refroidissement, pour parvenir Ã ce que la personne ne poste plus ou ne partage plus de rÃ©cits. Â»

Selon M. Mansour, les autoritÃ©s veulent que les Palestinien.ne.s aient lâ??impression dâ??Ãªtre surveillÃ©.e.s. Â« Parfois, cela sâ??arrÃªte lÃ , et dans dâ??autres cas oÃ¹ les gens ne sont pas dissuadÃ©s, cela se termine par des accusations criminelles Â», a-t-il ajoutÃ©. Ã?tant donnÃ© que ces conversations se dÃ©roulent sans aucun contrÃ´le juridique, il est impossible de savoir combien de Palestinien.ne.s ont Ã©tÃ© soumis.es Ã ces conversations dâ??avertissement et ont ensuite supprimÃ© leurs pages sur les rÃ©seaux sociaux ou se sont autocensurÃ©.e.s pour Ã©viter lâ??incarcÃ©ration, a expliquÃ© M. Mansour.

Les autoritÃ©s israÃ©liennes ont engagÃ© des poursuites Ã lâ??encontre dâ??une poignÃ©e de journalistes, dâ??hommes et femmes politiques et de dirigeant.e.s communautaires palestinien.ne.s de premier plan en raison de leurs activitÃ©s en ligne. La liste comprend Mohammad Kanaâ??neh, un dirigeant du mouvement nationaliste arabe laÃ¯c*Abnaa el-Balad* qui est assignÃ© Ã rÃ©sidence depuis 2021, et Sheikh Kamal Khatib, un dirigeant communautaire palestinien arrÃªtÃ© en 2021 et soumis Ã une interdiction de voyager aprÃ¨s sa libÃ©ration. Des utilisateurs.rices palestinien.ne.s lambdas des rÃ©seaux sociaux ont Ã©galement Ã©tÃ© dÃ©tenu.e.s et inculpÃ©.e.s, avec des peines de prison ou dâ??assignation Ã rÃ©sidence sâ??Ã©tendant sur plus dâ??un an Ã lâ??intÃ©rieur de la Ligne verte et Ã travers JÃ©rusalem. Cela inclut un dentiste de Lyd emprisonnÃ© pendant plus dâ??un an pour avoir prÃ©tendument soutenu le Hezbollah dans des commentaires sur Facebook, et dâ??une journaliste de Sheikh Jarrah qui a Ã©tÃ© assignÃ©e Ã rÃ©sidence pendant prÃ¨s dâ??un an pour ses publications sur Facebook, entre autres.

> La journaliste palestinienne Lama Ghosheh est conduite Ã lâ??audience du tribunal de JÃ©rusalem, accusÃ©e de rapprochement avec une organisation terroriste et dâ??incitation Ã la violence en raison de ses publications sur Facebook, le 12 septembre 2022. (Oren Ziv)

Bien que la loi israÃ©lienne criminalise le discours palestinien, les entreprises des rÃ©seaux sociaux sont tout aussi complices de la surveillance et de la censure du contenu palestinien. Lâ??unitÃ© cybernÃ©tique dâ??IsraÃ«l, un organe restreint mais puissant au sein du ministÃ¨re de la justice, est chargÃ©e de demander aux plateformes de rÃ©seaux sociaux de supprimer les contenus supposÃ©s incendiaires. Les journalistes et les dÃ©fenseurs.euses des droits de lâ??homme affirment depuis longtemps que la cyberunitÃ© cible principalement les utilisateurs.rices palestinien.ne.s.

Depuis sa crÃ©ation en 2015, lâ??unitÃ© a obtenu de Meta la suppression de dizaines de milliers de messages, de pages et de comptes crÃ©Ã©s par des utilisateurs.rices palestinien.ne.s. Tamer Almisshal, prÃ©sentateur et journaliste pour *Al Jazeera*, a Ã©tÃ© la derniÃ¨re victime en date de cette censure ; la page dâ??Almisshal a Ã©tÃ© mise hors ligne le jour oÃ¹ *Al Jazeera* a diffusÃ© son enquÃªte sur la censure du contenu palestinien par Meta.

Â« Nous avons la capacitÃ© dâ??atteindre les gens Â»

Abbassi rentrera finalement chez lui lâ??Ã©tÃ© prochain, plus dâ??un an aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par les autoritÃ©s israÃ©liennes cette nuit dâ??avril dernier. En attendant, Shaima est autorisÃ©e Ã lui rendre visite une fois par mois, en emmenant leurs deux jeunes enfants pour quâ??ils puissent serrer leur pÃ¨re dans leurs bras pendant les dix derniÃ¨res minutes de la visite. Elle ne veut pas quâ??ils oublient Ã quoi il ressemble. M. Abbassi insiste pour garder le moral, a dÃ©clarÃ© Shaima, et il se prÃ©pare Ã reprendre le journalisme Ã plein temps lorsquâ??il sera libÃ©rÃ©.

Lorsque nous nous sommes entretenus en 2021, M. Abbassi savait que la surveillance draconienne et la criminalisation du discours politique palestinien par les autoritÃ©s israÃ©liennes rendaient son arrestation probable. Mais il a Ã©galement soulignÃ© quâ??aucune des voies Ã©tablies de dissidence politique â?? des promesses de paix vides faites par lâ??AutoritÃ© Palestinienne aux avertissements futiles de la communautÃ© internationale â?? nâ??avait empÃªchÃ© les colons de sâ??installer dans les maisons de ses voisin.e.s ou les autoritÃ©s israÃ©liennes de jeter ses ami.e.s en prison. Â« Je nâ??ai pas demandÃ© Ã Ãªtre un activiste Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. Â« Mais aujourdâ??hui, nous avons la possibilitÃ© dâ??Ã©duquer les gens et de les atteindre. Câ??est notre responsabilitÃ©. Â»

MalgrÃ© la montÃ©e en puissance de la persÃ©cution politique et de la criminalisation, les commentateurs.rices israÃ©lien.ne.s et internationaux.ales affirment que les utilisateurs.rices palestinien.ne.s des rÃ©seaux sociaux sont plus influent.e.s que jamais. Pourtant, comme lâ??a fait remarquer Shaima lors de son entretien avec *+972*, Â« Ramzi nâ??est journaliste que parce quâ??il ne peut plus travailler comme kinÃ©sithÃ©rapeute. Câ??est Ã cause de ses mÃ©thodes [des autoritÃ©s israÃ©liennes] quâ??elles forcent les Palestinien.ne.s Ã jouer des rÃ´les quâ??ils.elles ne voulaient pas nÃ©cessairement au dÃ©part. Â»

Sophia Goodfriend *est doctorante en anthropologie Ã lâ??universitÃ© de Duke et sâ??intÃ©resse aux droits numÃ©riques et Ã la surveillance numÃ©rique en IsraÃ«l et en Palestine. Elle est prÃ©sente sur Twitter :* *@sopgood.*

Source: +972

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2023/10/03